



N°6 – 4 septembre 2018

## A la Une

---

### Loi avenir : examen par le Conseil constitutionnel et mise en œuvre

Le projet de loi "pour la liberté de choisir son avenir professionnel" a été adopté définitivement à l'Assemblée nationale le 1<sup>er</sup> août 2018. Celui-ci est désormais examiné par le Conseil constitutionnel qui devrait se prononcer dans les prochains jours. L'institution a fait l'objet de trois saisines des députés LR, de la France insoumise et des sénateurs LR. Le gouvernement doit aussi faire face à la fronde de certaines Régions qui refusent le nouveau circuit de financement de l'apprentissage ([Localtis](#), 28 août). La loi devrait être promulguée à la mi-septembre, la plupart des 70 décrets et arrêtés seront publiés avant fin 2018. Ceux-ci concernent notamment la mise en place de la direction de France Compétences, la répartition de la collecte par dispositifs, les conditions d'agrément des opérateurs de compétences et la conversion des crédits d'heures du CPF en euros. Le nouveau système devrait être opérationnel à l'horizon 2021 ([Quotidien de la formation](#), 30 août).

## Emploi – Formation

---

### Muriel Pénicaud confirme l'augmentation des demandes d'orientation en apprentissage

"Cette année, les demandes d'orientation vers l'apprentissage en sortie de 3<sup>ème</sup> ont grimpé de 45 %" a affirmé Muriel Pénicaud le 29 août lors de l'Université d'été du Medef. La loi "pour la liberté de choisir son avenir professionnel" "ouvre les vannes pour l'apprentissage d'un point de vue réglementaire et financier". La ministre a rappelé que la loi prévoyait 54 heures consacrées à l'orientation dans le secondaire chaque année ([Quotidien de la formation](#), 31 août).

### Plan Pauvreté : des mesures pour l'insertion professionnelle

Le plan Pauvreté du gouvernement sera présenté mi-septembre et devrait avoir un périmètre plus large que la "stratégie de lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes". Si l'une des mesures principales sera le versement unique des allocations (notamment RSA, AAH et prime d'activité, voire APL), d'autres mesures devraient concerner le renforcement de l'accompagnement et de l'insertion des bénéficiaires. Agnès Buzyn a affirmé que "jusque-là, la lutte contre la pauvreté s'appuie sur les prestations monétaires ; elles réparent mais elles ne permettent pas aux gens de s'inscrire dans un projet de vie. Nous allons travailler sur l'insertion professionnelle [...] quand vous êtes au RSA, on vous propose très rarement une formation". Pour faciliter l'insertion professionnelle, un fond d'investissement social, bénéficiant de plusieurs dizaines de millions d'euros de dotation, devrait être prochainement mis en place ([Localtis](#), 27 août).

### Les entrées en formation des demandeurs d'emploi au 1<sup>er</sup> trimestre 2018

Selon l'[étude](#) de Pôle emploi, au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 on compte 174 000 entrées en formation de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, soit une diminution de 13 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2017. Le niveau des entrées au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 est semblable à celui observé au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 ([Pôle emploi](#), 30 août).

### Révolution digitale : l'Institut Sapiens établit un palmarès des cinq métiers les plus menacés

Selon les estimations de l'Institut Sapiens dans une [étude](#) datée du 21 août, près de 2,1 millions d'actifs concentrés dans cinq métiers ont une forte probabilité de voir leur emploi disparaître dans les prochaines années face à la digitalisation des processus de production : manutentionnaires, secrétaires de bureautique et de direction, employés de comptabilité, employés de la banque et de l'assurance, caissiers et employés de libre-service. "Ne pas prévoir les métiers qui vont disparaître, c'est risquer une aggravation du taux de chômage et donc un déséquilibre critique de nos comptes sociaux", avertit l'Institut ([Quotidien de la formation](#), 30 août).

## Régions

---

### La Région Grand Est et l'Eurométropole de Strasbourg signent le Pacte Offensive Croissance Emploi

La Région Grand Est et l'Eurométropole de Strasbourg ont signé le Pacte Offensive Croissance Emploi (POCE) le 28 août au Pôle d'Innovation API. Le POCE s'inscrit dans la stratégie de développement économique de la Région (SRDEII), la stratégie d'aménagement du territoire (SRADDET) et de la formation professionnelle continue (CPRDFOP – Performance Grand Est) et a vocation à développer l'attractivité économique et industrielle du territoire ([Région Grand Est](#), 28 août).

## Hommes et structures

---

### Décès de Jérôme Burguière, directeur général de l'AROFE

Jérôme Burguière, directeur de l'Agence Régionale pour l'Oriente, la Formation et l'Emploi (AROFE) Nouvelle-Aquitaine depuis le 9 mai 2018, est décédé le 22 août. Il était précédemment directeur général d'Aquitaine Cap Métiers, depuis sa création en 2009 ([AROFE Nouvelle-Aquitaine](#), 23 août).

### Nominations à la présidence et à la direction générale de l'Afpa

Jean-Pierre Geneslay a été nommé président de l'Afpa par un décret publié le 29 août. Il succède à Jean-François Verdier qui assurait l'intérim après la démission d'Yves Barou ([Acteurs publics](#), 29 août). Pascale d'Artois de Bournonville a été renouvelée, le 22 août en Conseil des ministres, dans ses fonctions de directrice générale (Bulletin Quotidien, 23 août).

### Laurent Durain nouveau directeur de la formation professionnelle de la CDC

Laurent Durain, jusqu'alors directeur de l'ingénierie et des systèmes d'information à la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP), devient directeur de la formation professionnelle de la Caisse des dépôts et consignations (CDC). Il s'agit d'une création de poste (Bulletin Quotidien, 23 août).

## Et aussi...

---

- [Datadock : rapport d'activité 2017](#) (août 2018)



**Rédaction Département Documentation :** Emmanuelle Herpin, Stéphane Héroult, Laurence Le Bars,

Catherine Quentric, Brice Ravet, Xavier Vonkorad

[ressources@centre-info.fr](mailto:ressources@centre-info.fr)

©Centre Inffo 2018

Depuis plus de 40 ans, Centre Inffo décrypte l'actualité de la formation à l'échelle nationale, régionale et européenne. Association sous tutelle du ministère en charge de la formation professionnelle, Centre Inffo est doté d'une mission de service public dans le champ de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles. Interlocuteur privilégié des pouvoirs publics et des partenaires sociaux, il les soutient et les accompagne dans la réalisation de leurs missions.

Centre Inffo met à la disposition des professionnels une offre de formation complète, une expertise juridique et documentaire, réalise des missions d'ingénierie, de conseil et d'accompagnement et assure un rôle d'animation du débat public. Son agence de presse permet un accès en temps réel à toute l'actualité de la profession.